

VIGILANCE



CSN

UCCO

Pride • Solidarity • Dignity

SACC

Fierté • Solidarité • Dignité

VIGILANCE

HIVER – WINTER 2020

4

Programme d'échange de seringues en prison et Sites de prévention de surdose :
Dernières nouvelles
Prison Needle Exchange Program and Overdose Prevention Sites:
Latest News

5

Notre message en format géant
Our Message, on Display for All to See

6

28 janvier 2020 :
Le vrai début des négociations
January 28, 2020:
The True Start of Bargaining

8

Élections fédérales 2019 : Qu'attendre du gouvernement minoritaire de Justin Trudeau ?
Federal Elections 2019: What Can We Expect From Justin Trudeau's Minority Government?

10

Fin de l'isolement : Un changement significatif
End of Segregation: A Significant Change

11

Ne jamais oublier
Never Forget

12

Décisions
Decisions

14

Nouvelles du front de mobilisation
News From the Mobilization Front

Confédération des syndicats nationaux

Production : UCCO-SACC-CSN et/and CSN

Infographie/Graphics : Josée Bourdon

Photographie/Photography : Contribution militante/Activist contributions

Impression/Printing : Accent Impression

Dépôt légal/Legal deposit : BAC et BANQ/LAC and BANQ

Janvier 2020/January 2020

ucco-sacc@csn.qc.ca

www.UCCO-SACC-CSN.ca



UCCO-SACC-CSN



@UCCOSACCWEB

MOT DU PRÉSIDENT

A WORD FROM THE PRESIDENT

JEFF WILKINS

Depuis la dernière publication du magazine *Vigilance*, UCCO-SACC-CSN a profité de l'été et du début de l'automne pour inviter et rassembler les membres en dehors des lieux de travail. Nos médias sociaux ont été inondés de photos des événements de vie syndicale à travers le pays.

On a pu voir, sur ces photos, des journées en famille, des barbecues, des parties de basket-ball et des événements sportifs organisés par presque chaque section locale. Un merci tout particulier aux organisatrices et aux organisateurs de ces événements et à tous ceux et celles qui y ont participé. Nous sommes vraiment plus forts ensemble.

Plus de deux mois après les élections fédérales, un nouveau ministre de la Sécurité publique et un nouveau président du Conseil du trésor ont été nommés, le 20 novembre dernier. Lors des élections, les libéraux ont fait une promesse aux

.....

Since the last publication of *Vigilance*, UCCO-SACC-CSN ventured into the summer and early fall months with the goal of bringing members together outside of the workplace. Social media exploded with photos of union life events across the country.

There were family days, BBQs, basketball games, and sporting events hosted by nearly every local. A special thanks to the organizers of these events, and thanks to all who participated. We truly are "Stronger Together" on many different fronts.

It has been over two months since the federal election, and on November 20th, a new Minister of Public Safety and President of the Treasury Board were appointed. During the election, the Liberals made a promise to correctional officers. In their election platform, they announced they would be including correctional officers among those eligible for the memorial grant for first responders, as a result of intense lobbying on the part of UCCO-SACC-CSN. The Liberal government has since stated, in their Speech from the Throne, that they are intending

agentes et aux agents correctionnels. Dans leur programme électoral, ils ont annoncé qu'ils les rendraient admissibles à la subvention commémorative pour les premiers intervenants à la suite de pressions intenses d'UCCO-SACC-CSN. Lors du discours du Trône, le gouvernement libéral a affirmé avoir l'intention de remplir cette promesse. Cette subvention offrira à la famille ou aux héritiers d'une agente ou d'un agent correctionnel tué dans l'exercice de ses fonctions une indemnité non imposable unique de 300 000\$, reconnaissant ainsi le sacrifice de cette personne pour la sécurité publique. Votre exécutif national continuera de faire pression pour obtenir la réalisation de cette promesse qui nous a été faite. Nous demeurons déterminés à être reconnus comme premiers intervenants pour cette subvention et à l'être également aux yeux des Canadiennes et des Canadiens.

En attendant la décision dans l'affaire Simons concernant les initiatives de réduction des méfaits dans nos établissements, nous ne relâcherons pas nos efforts auprès de notre employeur et du gouvernement en ce qui concerne le programme actuel d'échange de seringues en prison (PESP) et les risques qu'il occasionne pour notre sécurité. L'employeur a poursuivi le déploiement de ce programme à l'Établissement de Mission et au Pénitencier de Dorchester, sachant très bien qu'il existe une autre solution plus sûre. Les Sites de prévention des surdoses mis en place à l'Établissement de Drumheller et bientôt à l'Établissement de Springhill se sont révélés être des options beaucoup plus sûrs pour tout le personnel. Cependant, compte tenu des coûts associés au programme, SCC ne semble pas vouloir la normaliser dans tous les établissements. Comme il a mentionné qu'il doit poursuivre la mise en œuvre progressive d'un programme de réduction des méfaits pour apaiser les tribunaux, UCCO-SACC-CSN continuera de faire pression pour une autre solution réduisant les préjudices potentiels pour ses membres.

Le modèle d'unité d'intervention structurée constitue désormais notre réalité. Le projet de loi C-83 (*Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et une autre loi*) a reçu la sanction royale le 21 juin 2019. Le Service correctionnel a eu jusqu'au 30 novembre pour mettre en œuvre des changements de politique qui reflètent la nouvelle loi, abolissant ainsi la ségrégation dans nos établissements. Cette nouvelle réalité comporte des défis depuis sa mise en place le 30 novembre dernier, et votre exécutif national maintiendra la pression sur tout enjeu lié aux relations de travail ainsi qu'à la santé et à la sécurité de nos membres, à tous les niveaux de notre structure. La sécurité du personnel est primordiale et continuera d'être au premier plan de notre programme. Le projet de loi C-83 autorise également l'utilisation de détecteurs à balayage corporel (scanneurs). L'élaboration d'un règlement en ajout au *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* pour l'utilisation de cet outil est en cours. Nous poursuivrons également notre collaboration avec l'employeur sur ce point, car les détecteurs à balayage corporel deviendront en effet un outil très utile afin de diminuer l'introduction de drogues et d'objets interdits et de faciliter la saisie d'armes sur nos lieux de travail.

Plus forts ensemble,

JEFF WILKINS
Président national



to follow through on this promise. This grant would provide the family/estate of a correctional officer killed in the line of duty with a one-time tax-free award of \$300,000 to recognize the sacrifice the correctional officer made for public safety. Your National Executive will continue to push for this promise made to correctional officers, and we remain determined to be recognized as first responders for this grant and in the eyes of Canadians.

As we await the decision of the Simons' case related to harm reduction initiatives in our institutions, we will continue to put pressure on our employer and the government with regard to the current Prison Needle Exchange Program and its risk to our safety. The employer has continued its rollout of the needle exchange program in both Mission Institution and Dorchester Penitentiary, knowing full well that a safer option exists. Overdose Prevention Sites are in place at Drumheller Institution and will soon be online at Springhill Institution. Given our lessons learned at Drumheller, the OPS has proven to be a much safer option for all staff. However, given the costs associated with the program, CSC seems unwilling to make it standard across institutions. As CSC has indicated that it must continue with a gradual rollout of a program that addresses harm reduction to appease the Court, UCCO-SACC-CSN will continue to push for the option that reduces potential harm for its members.

The structured intervention unit model is now our reality. Bill C-83 (*An Act to Amend the Corrections and Conditional Release Act and Another Act*) received Royal Assent on June 21, 2019. The Correctional Service was given until November 30th to implement policy changes that reflect the new legislation, which has abolished segregation in our institutions. This new reality has seen its challenges since its implementation on November 30th, and your National Executive will continue to press any labour relations issues or issues affecting the health and safety of our members at all levels of our structure. Staff safety is paramount and will continue to be at the forefront of our agenda. Bill C-83 also authorized the use of body scanners. A CCRR regulation for using this tool is being drafted. We will also continue to engage with the employer on this issue, as body scanners will indeed become a very useful tool for us to mitigate drug/contraband introduction and facilitate weapons seizure in our workplaces.

Stronger together,

JEFF WILKINS
National President

DERNIÈRES NOUVELLES

Programme d'échange de seringues en prison et Sites de prévention des surdoses

LATEST NEWS

Prison Needle Exchange Program and Overdose Prevention Sites

L'échange de seringues en prison demeure une source d'inquiétude pour l'exécutif national et constitue l'une de nos priorités pour l'année 2020. Un nouveau gouvernement libéral vient d'être élu et sachez que nous serons à l'avant-scène pour défendre la santé et la sécurité de tous nos membres ainsi que du personnel civil.

Dans ce dossier, les groupes de pression qui militent pour une accessibilité plus large des seringues à l'intérieur de nos murs mènent un lobbying intense. L'idéal, selon certains de ces groupes, serait d'installer des machines distributrices de seringues dans chacune de nos rangées. Imaginez les conséquences d'un tel geste.

Les audiences qui se déroulent dans le cadre du procès à l'origine de la mise en place du PESP, ont débuté vers la fin de l'année 2019. Rappelons que le détenu Simons, lors de son incarcération au pénitencier de Warkworth, a contracté l'hépatite C. Ce procès, actuellement devant la Cour supérieure de l'Ontario, est soutenu et financé en grande partie par Réseau juridique canadien VIH/sida, Réseau d'action et de support pour les prisonniers avec le VIH/sida, Réseau canadien d'info-traitements sida (CATIE) et Réseau canadien autochtone du sida. Ces groupes de pression demandent au gouvernement d'ordonner une injonction imposant la mise en place d'un programme d'échange de seringues dans les plus brefs délais, et ce, dans tous les établissements du Canada.

Depuis la reprise des audiences, UCCO-SACC-CSN est présent, toujours accompagné par notre conseiller syndical en appui, qui est aussi avocat, pour évaluer la suite de nos actions dans ce dossier.

The exchange of needles in prison remains a source of concern for the National Executive and is one of our priorities for 2020. A new Liberal government has been elected; we will be there to lead the charge to defend the health and safety of all of our members and civilian personnel.

In relation to this matter, intense lobbying has resulted from pressure groups advocating for greater access to needles inside our walls. According to some of these groups, it would be ideal to install machines that dispense clean needles in each of our ranges. Imagine the consequences.

The hearings for the trial behind the implementation of the PNEP began in late 2019. You may recall that the inmate Simons, during his incarceration at Warkworth Institution, was infected with hepatitis C. This trial, before the Ontario Superior Court of Justice, is supported and funded primarily by the Canadian HIV/AIDS Legal Network, Prisoners With HIV/AIDS Support Action Network, the Canadian AIDS Treatment Information Exchange (CATIE), and the Canadian Aboriginal AIDS Network. These pressure groups are demanding that the government issue an injunction to require the implementation of a needle exchange program as soon as possible in all Canadian institutions.

UCCO-SACC-CSN has been present since the hearings have resumed, always accompanied by our union adviser, who is also a lawyer, for support, in order to determine our next course of action on this matter.

ENFIN DES STATISTIQUES!

Nous avons eu accès aux statistiques sur le PESP lors du dernier Comité d'orientation de santé et sécurité. Nous savons qu'environ 20 détenus au pays utilisent le Programme d'échange de seringues en prison. Quant au Site de prévention des surdoses, situé à l'Établissement Drumheller en Alberta, nous savons qu'il a été utilisé à plus de 300 reprises depuis son ouverture.

Un second site de prévention des surdoses sera bientôt en place à l'Établissement Springhill, dans la région de l'Atlantique. Selon SCC, il coûte beaucoup plus cher d'opérer un site de prévention des surdoses que d'implanter un programme d'échange de seringues. Malheureusement, SCC choisit l'argent avant la sécurité de tous ses employé-es.

STATISTICS—FINALLY!

We also had access to statistics during the most recent policy health and safety committee meeting. We know that there are about 20 inmates in the country who use the Prison Needle Exchange Program. The overdose prevention site at Drumheller Institution in Alberta was used over 300 times since it opened.

A second overdose prevention site is also being implemented at Springhill Institution in the Atlantic Region. According to CSC, it is much more costly to operate an overdose prevention site than it is to implement a needle exchange program. Unfortunately, CSC is choosing money over the safety of all of its employees.

Notre message en format GÉANT

Our Message, On Display for ALL TO SEE



C'est sur pas moins de sept panneaux d'affichage géants, juste avant le déclenchement des élections, qu'UCCO-SACC-CSN a lancé son message destiné à Justin Trudeau à propos du Programme d'échange de seringues en prison.

En effet, au début du mois d'août, cinq panneaux publicitaires ont fait leur apparition dans cinq villes canadiennes. Moncton, Donnacona, Kingston, Edmonton et Abbotsford ont vu leurs rues tapissées du message suivant : Pas de seringues dans les cellules. Un message percutant, sans équivoque, qui avait pour but de rappeler aux libéraux notre position sur cette épineuse question. Les panneaux avaient été placés stratégiquement dans des endroits où se situent de nombreux établissements carcéraux.

Puis, pendant le mois de septembre, c'est le long de l'autoroute 40 à Montréal, ainsi qu'à Moncton, que le même message a résonné.

Il était primordial pour UCCO-SACC-CSN que sa voix soit entendue par les politiciennes et politiciens à Ottawa ainsi que par les dirigeantes et dirigeants de Service correctionnel Canada. Par cette action, nous voulions aussi alerter la population civile à propos de cet enjeu qui viendra changer à tout jamais le fonctionnement du système carcéral canadien.

Notre action de visibilité a suscité de nombreuses réactions, notamment sur les réseaux sociaux. Encore une fois, le syndicat le plus militant de la fonction publique canadienne a fait parler de lui pour les bonnes raisons.

Just before the election was called, on no fewer than seven giant billboards, UCCO-SACC-CSN displayed its message to Justin Trudeau about the Prison Needle Exchange Program.

In early August, five billboards appeared in five cities in Canada. Moncton, Donnacona, Kingston, Edmonton, and Abbotsford saw their roads lined with the following message: no needles in the cells. The message was unequivocally powerful and was aimed at reminding the Liberals of our position on this thorny issue. The billboards were strategically situated in areas in which many penitentiaries are located.

Throughout September, the same message resonated in Montréal, along Highway 40, and in Moncton.

It was of the utmost importance for UCCO-SACC-CSN to make its voice heard, both by politicians in Ottawa and by the leadership of Correctional Service Canada. Through this action, we also wanted to alert civilians to this issue, which will forever change how the Canadian prison system works.

Our visibility action elicited many reactions, particularly on social media. Once again, the most active federal public service union is being talked about, and for good reason!

2020

28 JANVIER Le vrai début des négociations

JANUARY 28 The True Start of Bargaining

Même si nous avons déposé nos demandes au Conseil du trésor le 26 mars dernier, ce n'est qu'à la fin janvier que les négociations vont réellement débuter. Voici un court rappel des étapes qui ont été franchies jusqu'à maintenant.

Alors que nous étions prêts à négocier, cette première rencontre de mars 2019 a plutôt débuté au ralenti. La porte-parole patronale, Patricia Phee, nous a annoncé dès le départ qu'elle quittait ses fonctions au Conseil du trésor pour un nouveau poste à Service Correctionnel Canada. M^{me} Phee avait annoncé qu'elle nous informerait dès que le nouveau négociateur patronal serait nommé à notre dossier.

Ainsi, en avril, nous apprenions que le nouveau porte-parole du Conseil du trésor serait Daniel Cyr. Près de trois mois après le dépôt de nos demandes, une deuxième rencontre de négociation s'est finalement tenue, cette fois avec monsieur Cyr. Nous avons profité de cette rencontre pour expliquer une deuxième fois nos demandes et avons convenu, avec notre vis-à-vis, de deux dates de négociation à l'automne. L'employeur nous a alors expliqué qu'il n'obtiendra aucun mandat pour négocier durant la période des élections, et ce, jusqu'à la nomination du nouveau président du Conseil du trésor.

Nous avons négocié les 24, 25 et 26 septembre dernier, au retour des vacances estivales. Lors de la première journée de négociation, nous avons appris que Daniel Cyr, le porte-parole patronal tout juste nommé, était déjà retiré de notre dossier en raison de sa charge de travail. Compte tenu de son retrait et du déclenchement des élections fédérales, nous n'avons que survolé nos demandes non pécuniaires. Préférant de part et d'autre attendre l'arrivée du nouveau négociateur patronal, les pourparlers se sont menés sans grande conviction.

C'est finalement le 29 octobre 2019 que nous avons fait la connaissance du nouveau négociateur du Conseil du trésor, Yves Beaupré. Lors de cette rencontre, nous avons dû expliquer une fois de plus notre projet de convention collective. Malgré cela, un point positif est ressorti de cette rencontre : nous avons finalement établi un calendrier de négociation réparti en cinq blocs à l'hiver et au printemps 2020.

Nous négocierons donc les 28, 29 et 30 janvier, les 10, 11 et 12 mars, les 7 et 8 avril, les 12, 13 et 14 mai, ainsi que les 16, 17 et 18 juin 2020. Surveillez de près les informations qui vous seront distribuées à ce propos.

Even though we submitted our demands to the Treasury Board on March 26, bargaining will only truly begin at the end of January. Here is a brief reminder of the steps that have been taken to date.

Although we were ready to start bargaining, the first meeting in March 2019 instead began slowly. The employer representative, Patricia Phee, announced from the start that she was leaving her position at the Treasury Board for one at Correctional Service Canada. Ms. Phee told us that she would let us know as soon as the new employer representative for our round of bargaining would be appointed.

In April, we learned that the new Treasury Board representative would be Daniel Cyr. Nearly three months after submitting our demands, a second bargaining meeting finally took place, this time with Mr. Cyr. We used this meeting to explain our demands for a second time and, with the employer side, agreed on bargaining dates for the fall. The employer explained that it would not be able to begin bargaining during the election period and until the appointment of the new President of the Treasury Board.

We had bargaining days on September 24, 25, and 26, once the summer break was over. On the first day of bargaining, we learned that Daniel Cyr, the recently appointed employer representative, was no longer assigned to us due to his workload. As a result of his departure and the start of the federal election period, we were only able to go over our non-monetary demands. As both sides preferred to wait for the arrival of our new employer negotiator, talks were held without much enthusiasm.

Finally, on October 29, 2019, we met with our new employer negotiator, Yves Beaupré. During the meeting, we had to once again explain our demands. Despite this, one good thing came out of this meeting: we were finally able to establish a bargaining schedule, which is divided into five blocks in the winter and spring of 2020.

We will therefore be bargaining in 2020 on January 28, 29, and 30, March 10, 11, and 12, April 7 and 8, May 12, 13, and 14, and June 16, 17, and 18. Keep a close eye on information that will be distributed to you about this.



EN 2020 NOUS NÉGOCIERONS

28, 29 et 30 janvier
10, 11 et 12 mars
7 et 8 avril
12, 13 et 14 mai
16, 17 et 18 juin

IN 2020, WE WILL BE BARGAINING ON

January 28, 29, and 30
March 10, 11, and 12
April 7 and 8
May 12, 13, and 14
June 16, 17, and 18

ENTENTE GLOBALE

En ce qui concerne la négociation de notre entente globale, rappelons que c'est le 4 avril 2019 que nous avons déposé nos demandes auprès de la commissaire, Anne Kelly. Après plusieurs demandes de notre part pour qu'une rencontre soit organisée afin de commencer la négociation, les représentants de SCC nous ont finalement rencontrés et ont déposé leurs demandes, le 22 octobre dernier. Comme nous l'avions indiqué à ce moment dans notre tract d'information, nous avons été très déçus des demandes de l'employeur. Il est difficile de croire que SCC nous considère comme un véritable partenaire, alors que la majorité de ses demandes vise à miner son dialogue avec les représentants syndicaux.

Une deuxième séance de négociation à propos de l'entente globale s'est tenue le 16 décembre. Nous avons alors précisé nos demandes respectives. Nous en avons aussi profité pour expliquer à l'employeur nos appréhensions au sujet de ses demandes. Nous croyons que dans l'ensemble, nous pouvons qualifier cette rencontre de positive. Finalement, nous avons convenu d'élaborer un calendrier de rencontres au début de l'année 2020.

NÉGOCIATION CIBLÉE

Rappelons qu'au début 2019, les membres de 49 établissements ont mandaté le comité de négociation pour mener une négociation ciblée en mettant de l'avant les trois éléments suivants : le régime de retraite, les salaires et les vacances.

Soyez assurés que nous vous tiendrons informés après la tenue de chacune des séances de négociation.

La mobilisation de toutes et de tous, en appui au comité de négociation, aura un effet direct sur les résultats que nous obtiendrons.

Plus forts ensemble!

Votre comité de négociation

GLOBAL AGREEMENT

With regard to bargaining for our global agreement, we submitted our demands to Commissioner Anne Kelly on April 4, 2019. After several requests on our part for a meeting to be organized to begin the bargaining process, CSC representatives finally met with us and submitted CSC's demands on October 22. As we noted at the time in our information bulletin, we were very disappointed by the employer's demands. It is difficult to believe that CSC considers us to be a true partner when the majority of its demands were aimed at undermining dialogue with union leaders.

A second bargaining session for the global agreement took place on December 16. At that time, we specified our respective demands. We were also able to explain to the employer our concerns regarding its demands. On the whole, we feel that the meeting can be described as positive. Finally, we agreed to create a schedule of meetings early on in the new year.

TARGETED BARGAINING

Recall that in early 2019, members of the 49 institutions gave the bargaining committee a mandate to carry out targeted bargaining that prioritizes the following three matters: the pension plan, wages, and vacation leave.

Rest assured that we will keep you informed after each bargaining session.

The mobilization of all, in support of the bargaining committee, will have a direct effect on our results.

Stronger together!

Your Bargaining Committee

Élections fédérales 2019

Qu'attendre du gouvernement minoritaire de Justin Trudeau ?

Federal Elections 2019

What Can We Expect From Justin Trudeau's Minority Government?

Le verdict est tombé le 21 octobre au soir : les libéraux de Justin Trudeau formeront un gouvernement minoritaire pour les quatre prochaines années. Que signifie cette réélection pour les CX? À quoi devons-nous nous attendre de ce gouvernement qui, après quatre ans au pouvoir, devra gouverner avec un genou par terre ?

Au-delà de l'élection d'un gouvernement minoritaire, c'est la défaite de Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique, qui engendrera peut-être le plus de changements pour nous. Député depuis 1996 et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile depuis quatre ans, Ralph Goodale avait acquis une bonne compréhension de la réalité des agentes et agents correctionnels. Bien qu'il était loin de faire l'unanimité, les relations que nous entretenions avec lui et les membres de son cabinet nous étaient utiles.

Il est remplacé par Bill Blair, ancien chef de police de la ville de Toronto. Pour l'instant, rien n'a transpiré de ses intentions. Toutefois, son expérience au service de police laisse présager que sa compréhension de notre réalité sera facilitée. Bien sûr, la connaissance du milieu est loin d'annoncer automatiquement une approche pro-CX. Une demande de rencontre a été faite auprès du bureau du ministre Blair. Cette rencontre devrait se tenir en début d'année. L'exécutif national suivra de près les enlèvements du nouveau ministre.

The verdict came in on the evening of October 21: Justin Trudeau's Liberals would form a minority government for the next four years. What does this re-election mean for CXs? What should we expect from this government that, after four years in power, must govern with one hand tied behind its back?

Beyond the election of a minority government, the defeat of Ralph Goodale, Minister of Public Safety, may lead to the most change for us. Member of Parliament since 1996 and Minister of Public Safety and Emergency Preparedness for the past four years, Ralph Goodale developed a thorough understanding of the reality of correctional officers. While things were far from unanimous, our relationships with him and the members of his cabinet were useful for us.

He has been replaced by Bill Blair, former Chief of Police of the City of Toronto. For the moment, we have heard nothing in relation to his intentions. However, his police experience suggests that it will be easier for him to understand our reality. Of course, the fact that he has knowledge about our workplace does not automatically mean he will announce a pro-CX approach. A request for a meeting has been made with Minister Blair's Office. This meeting should take place early on in the new year. The National Executive will closely monitor the new minister's positions.



Quant au gouvernement, UCCO-SACC-CSN est loin d'avoir oublié les réponses données notamment à propos du PESP, en marge des dernières élections. Ainsi, à propos du PESP, les libéraux écrivaient : « Assurer la sécurité du personnel des centres correctionnels est une condition préalable à tout le travail essentiel réalisé par notre système correctionnel... La mise sur pied d'un site de prévention des surdoses à l'Établissement de Drumheller en Alberta, à la place du programme d'échange de seringues, a été effectuée en réponse à la demande pressante de la direction d'UCCO-SACC-CSN. Nous poursuivrons le dialogue constructif avec les agents correctionnels et nous continuerons d'appuyer les mesures qui rendent les établissements plus sécuritaires pour les détenus et le personnel. »

Rappelons aussi que le gouvernement a promis aux agentes et aux agents correctionnels qu'ils pourront bénéficier de la prestation versée lors d'un décès survenu en service.

En ce qui concerne notre négociation, c'est Jean-Yves Duclos qui détient dorénavant le Conseil du trésor, et donc, les cordons de la bourse. Député de la région de Québec, Duclos était auparavant ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social. Les prochaines rencontres de négociation seront révélatrices quant aux volontés de ce nouveau ministre et de son gouvernement.

Il est évident qu'UCCO-SACC-CSN entend talonner le gouvernement aux cours des prochains mois afin que ses décisions soient prises dans le meilleur intérêt des agentes et des agents correctionnels. En plus des échanges politiques auxquels nous participeront activement, rester mobilisés demeure l'un des meilleurs moyens d'arriver à ses fins.

Solidarité.

UCCO-SACC-CSN will not forget, however, the answers given by the government, in relation to the PNEP in particular, as we move past the elections. The Liberals wrote the following about the PNEP: [our translation] "Ensuring the safety of the staff in correctional centres is a prerequisite for the essential work achieved by our correctional system [...]. The implementation of an overdose prevention site, instead of the needle exchange program, at Drumheller Institution in Alberta was carried out in response to the urging of UCCO-SACC-CSN's leadership. We will continue to engage in constructive dialogue with correctional officers and to support measures that make institutions safer for inmates and staff."

Note that the government also promised correctional officers that they would be eligible for the grant provided to the families of first responders who have died as a result of their duties.

In relation to bargaining, Jean-Yves Duclos will now be at the helm of the Treasury Board and, therefore, controlling the purse strings. Member of Parliament for Québec, Duclos was formerly the Minister of Families, Children and Social Development. The next bargaining meetings will be telling in relation to the wishes of the new minister and his government.

Of course, UCCO-SACC-CSN intends to continue to pressure the government in the coming months to ensure that the decisions it makes are in the best interest of correctional officers. In addition to the political exchanges that will be engaged in, staying mobilized is still one of the best ways to achieve our goals.

In solidarity.

Fin de l'isolement

un changement significatif

Le 21 juin 2019, le projet de loi C-83 a reçu la sanction royale. Les unités d'intervention structurées (UIS) ont remplacé l'isolement préventif dans les pénitenciers fédéraux, le 30 novembre 2019. Ce changement est le plus important que nos membres auront connu au cours de leur carrière. Nous entrons en terrain inconnu en ce qui concerne la façon dont le programme s'appliquera, considérant l'interaction et le mouvement accru permis dans ces unités.

Le seul aspect positif pour nous est l'utilisation des scanners corporels comme outils de recherche. Il s'agit d'outils éprouvés, qui sont déjà utilisés par d'autres administrations correctionnelles. Nous inciterons SCC à mettre en œuvre l'utilisation de ces scanners corporels le plus rapidement possible. On nous a informés que le gouvernement n'a pas fourni de financement pour les scanners et que SCC devra en financer les coûts dans les limites de son budget.

SCC était donc en situation de crise alors qu'il se préparait à embaucher du personnel pour ces unités, à terminer ses infrastructures, à les mettre en œuvre et à y organiser le travail. Nous avons rencontré l'employeur le 22 juillet pour discuter de la façon d'aller de l'avant avec les UIS. Nous sommes demeurés inflexibles quant au respect par l'employeur de nos ententes en ce qui a trait au système de liste de sélection et à l'affichage des horaires. Nous avons également organisé des réunions en région afin de discuter du nombre de déploiements pour chaque site. Nos sections locales ont fait preuve de diligence dans l'établissement de listes de candidates et de candidats et dans la tenue de leurs assemblées générales. Il y aura 10 établissements pour hommes et 5 sites pour femmes qui mettront en œuvre les UIS.

Nous continuerons de surveiller de très près ces unités et mettrons l'employeur au défi si des ressources supplémentaires sont nécessaires pour les gérer en toute sécurité.

End of Segregation

A Significant Change

On June 21, 2019, Bill C-83 received Royal Assent. Structured intervention units (SIUs) replaced administrative segregation in federal penitentiaries on November 30, 2019. This is the most significant change that our members have experienced in their careers. We are entering uncharted territory in relation to how the program will pan out, with the increased interaction and movement allowed in these units.

The one positive aspect for us is the use of body scanners as a tool to conduct searches. These are a proven tool used by other correctional jurisdictions. We will be pushing CSC to implement the body scanners as soon as possible. We have been informed that the government did not provide funding for the scanners and that CSC will have to purchase the scanners from within its budget.

CSC was in crisis mode as it prepared to get units staffed and infrastructure, routines, and orientation completed for the implementation. We met with the employer on July 22nd to discuss how to move forward with SIUs. We were adamant that the employer respect our agreements regarding the roster system of selection and the posting of schedules. We also organized regional meetings to discuss deployment numbers for each site. Our locals have been diligent in building rosters and holding their general assemblies. There will be 10 men's institutions and 5 women's sites that will be implementing SIUs.

We will continue to keep a very close eye on these units and will challenge the employer if additional resources are required to safely manage them.

NE JAMAIS OUBLIER



NEVER FORGET

Lorsqu'un agent de la paix meurt dans l'exercice de ses fonctions pour protéger les droits et libertés de la population canadienne, son sacrifice doit être honoré et ne jamais être oublié. Le 7 octobre 2018, à son retour au Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci après une escorte hospitalière, l'agente de la paix, Lesa Zoerb, a été tuée dans un accident de voiture. Elle laisse notamment dans le deuil ses deux enfants, Keara et Russel.

Le 42^e Service commémoratif annuel des agents de la paix canadiens, qui s'est tenu le 29 septembre 2019, a donné lieu à un hommage spécial à notre collègue décédée et à sa famille, son nom étant le seul à avoir été inscrit sur la liste des agentes et agents décédés cette année. « Ce fut un honneur incroyable de participer au Service commémoratif des agents de la paix de cette année », a déclaré le président national d'UCCO-SACC-CSN, Jeff Wilkins. « Ce fut certainement une journée remplie d'émotions, de prières, de réflexions et de reconnaissance du sacrifice ultime de notre collègue Lesa, mais ce fut aussi une journée remplie de fierté pour le travail que nous accomplissons en tant qu'agentes et agents de la paix, en défendant les valeurs et les lois de notre pays. Avec plus de 3000 officiers en uniforme défilant en cadence avec des orchestres de cornemuses et de tambours venus de partout au pays, le défilé s'est rendu de l'édifice de la Cour suprême du Canada à la colline du Parlement, où des hommages ont été prononcés, accompagnés de chants de loyauté et de fierté. Ses collègues se souviendront toujours de l'agente Zoerb comme d'une mère dévouée et d'une agente correctionnelle très digne. »

Nous n'oublierons jamais et honorerons toujours la vie et le sacrifice de notre sœur, Lesa Zoerb.

When a peace officer dies in the line of duty, protecting the rights and freedoms of the Canadian public, his or her sacrifice must be honoured and never forgotten. On October 7, 2018, when returning to Okimaw Ohci Healing Lodge from a hospital escort, Lesa Zoerb was killed in a motor vehicle accident. Officer Zoerb was survived by her two children, Keara and Russell.

The 42nd annual Canadian Peace Officers' Memorial Service, held on September 29, 2019, paid special tribute to our fallen sister and her family, as hers was the only name added to the list of fallen officers for the year. "It was such an incredible honour to participate in this year's Peace Officers' Memorial Service," said National President Jeff Wilkins. "It was certainly an emotional day filled with prayer, reflection, and recognition of the ultimate sacrifice of our sister Lesa, but it was also a day filled with pride for the work we do as peace officers—upholding the values and the laws of our country." With over 3000 uniformed officers marching in cadence with pipe and drum bands from across the nation, the parade made its way from the Supreme Court of Canada Building to Parliament Hill, where speeches of remembrance were given, accompanied by hymns of loyalty, pride, and sacrifice. Officer Zoerb will always be remembered by her colleagues as a devoted mother and a proud correctional officer.

We will never forget and will always honour the life and sacrifice of our sister, Lesa Zoerb.

DÉCISIONS DECISIONS

DES TÂCHES DE FORMATION

La Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral accueille un grief à l'encontre de SCC qui refusait de verser l'indemnité de formation prévue à la clause 43.05 (indemnité de 2,50\$/h). Selon SCC, cela correspondait à « montrer des tâches », coacher, parrainer, mais pas à de la formation. Or, la Commission conclut que les tâches correspondaient à celles de formateur ou de formatrice. L'organisation du temps, la nature des tâches (dans ce cas-ci, 10 jours de formation) et le rôle d'évaluation justifiaient clairement l'obtention de la prime.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES EXCLUES DU CALCUL

La Commission rejette le grief réclamant l'inclusion des heures supplémentaires dans l'acquisition de crédits de congé annuel et de maladie prévus aux clauses 29.02 et 31.01. Cela aurait permis d'obtenir un calcul de crédits plus avantageux durant les heures supplémentaires. Or, la Commission conclut que les heures supplémentaires n'ont jamais été calculées par le passé. De plus, les clauses 29.02 et 31.01 ne précisent pas de manière explicite que ces heures sont incluses. Bref, les heures supplémentaires sont exclues du calcul des heures d'acquisition de congés annuels de congés de maladie.

INSTRUCTOR DUTIES

The Federal Public Sector Labour Relations and Employment Board allowed a grievance against CSC, which refused to pay the training allowance set out in 43.05 (\$2.50/hour). According to CSC, the grievance related to “demonstrating duties,” coaching, and mentoring, but not training. However, the Board concluded that the duties corresponded to those of an instructor. Organization over time, the nature of the duties (in this case, 10 days of training), and the evaluation role clearly justified the premium.

OVERTIME EXCLUDED FROM CALCULATIONS

The Board dismissed the grievance to include overtime in the accumulation of annual vacation and sick leave credits provided for in clauses 29.02 and 31.01. Such an inclusion would have allowed for obtaining a more beneficial calculation of credits for overtime. However, the Board concluded that overtime was never included in calculations in the past. Moreover, 29.02 and 31.01 do not explicitly specify that such hours are to be included. In short, overtime is excluded from calculations of accumulated hours of vacation and sick leave.

PAS DE FORCE EXCESSIVE

Une poursuite contre un usage de force excessive et une culture d'abus et de harcèlement est rejetée. Transféré à Sainte-Anne-des-Plaines, le détenu proteste contre l'égaré-ment d'items personnels (plus tard remboursés) en bloquant sa porte de cellule. Un confinement et le recours au gaz lacrymogène dans la salle commune s'ensuivent. Les détenus contestent en couvrant leur fenêtre de papier. Les agentes et les agents ordonnent au détenu, en français, de retirer le papier et d'ouvrir sa porte, mais il n'obtempère pas. On force sa porte et l'asperge de gaz, même après qu'il eût obéi à des ordres en anglais. La Cour retient que le détenu a lui-même bloqué sa porte, recouvert sa fenêtre, adopté une posture offensive et refusé d'obéir. Elle soutient aussi que son expérience du monde carcéral aurait pu pallier l'obstacle de la langue. De plus, il a bénéficié d'une douche de 16 minutes, de soins de santé et d'une cellule décontaminée.

OUI À UNE ENQUÊTE DE COTE DE CRÉDIT

La Cour d'appel fédérale confirme le droit de SCC d'imposer une enquête de crédit pour l'obtention d'une cote de fiabilité. Les nouvelles normes ne contreviennent pas à la *Charte canadienne des droits et libertés* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. L'objectif de contribuer à la sécurité nationale est important et l'enquête de crédit y est liée, car elle vise à évaluer le risque que pourrait faire courir un fonctionnaire en qui subirait des pressions financières. La nature administrative de l'enquête, le fait que le milieu carcéral est déjà très réglementé, la manière d'administrer les renseignements demandés ainsi que leur portée justifient notamment cette décision.

TRIBUNAL D'APPEL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL (WCAT)

Un agent correctionnel a interjeté appel auprès du Tribunal d'appel des accidents du travail (WCAT), (l'équivalent de la CNESST) d'une décision rendue par la division de révision du WCB. Rappelons que celui-ci a demandé à ce qu'une partie du dossier de l'agent soit soumise à une nouvelle audition. Le WCB a alors accueilli sa demande. En conséquence, l'agent a retiré son appel, mais a demandé à être remboursé pour une évaluation psychologique indépendante effectuée en préparation de son cas. Conclusion : Le *Règlement sur les appels de la Workers Compensation Act* autorise le remboursement des frais d'expertise médicale soumis au WCAT. Les dépenses occasionnées par le recours doivent avoir été raisonnables.

NO EXCESSIVE USE OF FORCE

A lawsuit alleging excessive use of force and a culture of abuse and harassment was dismissed. After a transfer to Sainte-Anne-des-Plaines, the inmate was protesting lost personal items (which were later returned) by blocking his cell door. Segregation and the deployment of OC spray in the common room followed. The inmates challenged this by covering their windows with paper. In French, officers ordered the inmate to remove the paper and open his door, but he did not comply. His door was forced open, and he was sprayed with OC spray, even after he had followed orders in English. The Court held that the inmate himself blocked his door, covered his window, stood in an offensive position, and refused to obey orders, and that his experience in the prison environment should have compensated for the language barrier. He was also provided with a 16-minute shower, health care, and a decontaminated cell.

YES TO CREDIT CHECKS

The Federal Court of Appeal has affirmed the right of CSC to impose credit checks to obtain reliability status. The new standards do not violate the Charter or the *Privacy Act*. The goal of contributing to national security is important, and credit checks are related, as they aim to assess the risk that a public servant could pose due to financial pressures. In particular, the administrative nature of such checks, the fact that the prison environment is already highly regulated, the manner of administering the requested information, and the scope of such information justify this decision.

WORKERS' COMPENSATION APPEAL TRIBUNAL (WCAT)

An officer filed an appeal with the WCAT of a decision handed down by the Review Division of the WCB, which returned part of his case for new adjudication. The WCB then allowed his claim. Accordingly, the officer withdrew his appeal, but asked to be reimbursed for an independent psychological assessment carried out in preparation for his case. Conclusion: The *Workers Compensation Act Appeal Regulation* authorizes the reimbursement of medical expertise expenses submitted to the WCAT. The expense needs to have been reasonable in pursuit of the appeal.



NOUVELLES DU FRONT DE MOBILISATION

Les efforts de mobilisation ont bien avancé au cours des derniers mois au sujet de plusieurs de nos priorités. Nous avons travaillé avec acharnement durant les élections fédérales, avons rencontré tous les partis politiques fédéraux et avons mené plusieurs actions régionales et locales. C'est toutefois le PESP et la négociation qui ont été au cœur de nos actions.

La mobilisation concernant le Programme d'échange de seringues en prison (PESP) a consisté en des lignes d'info devant chaque établissement du pays, des écussons portés sur nos uniformes, des autocollants et des affiches dans les établissements, des surligneurs qui ressemblent à des seringues (considérés par SCC comme un article non autorisé, alors qu'il permet aux détenu-es d'avoir de vraies seringues dans leurs cellules), une manifestation devant le Quartier général de l'employeur pour déclarer que nous ne voulons pas de seringues dans les cellules et une carte de Noël destinée à la direction de SCC, signée par les membres d'UCCO-SACC-CSN.

Grâce à la participation des membres, toutes ces actions ont connu une grande réussite; elles ont aidé notre exécutif



NEWS FROM THE MOBILIZATION FRONT

Mobilization efforts have been well underway over the past several months, with a number of priorities for UCCO-SACC-CSN. The PNEP and contract talks have been our primary focus, while working on the federal elections and reaching out to all federal political parties, along with carrying out a number of regional and local actions.

Prison Needle Exchange Program (PNEP) mobilization consisted of info lines in front of every institution in the country, patches worn on our uniforms, stickers and posters in institutions, highlighters that resemble needles (which the CSC deemed an unauthorized item while allowing the inmates to have real needles in their cells), a demonstration in front of NHQ to state that we do not want needles in cells, and a Christmas card signed by the members of UCCO-SACC-CSN which included a pointed message about the PNEP and was sent to CSC NHQ.





national à repousser l’option du PESP pour favoriser celle des centres de prévention des surdoses.

La vie syndicale est également devenue une priorité pour le comité national de mobilisation et nous avons demandé aux sections locales d’organiser des événements en dehors des lieux de travail pour les membres et leur famille durant l’été. Certains de ces événements consistaient en des tournois de balle molle, des barbecues en famille, des parties de quilles, des soirées cinéma, une compétition de mangeur de maïs et d’autres activités du même type. La vie syndicale est très importante pour l’avenir d’UCCO-SACC-CSN et nous continuerons d’organiser des événements pour renforcer notre syndicat.

Maintenant que les élections fédérales sont terminées et que le nouveau gouvernement est formé, le comité national de mobilisation se concentrera sur les activités associées aux prochaines négociations. Il poursuivra ses pressions pour la sécurité des agentes et des agents sur les lieux de travail. Le comité national de mobilisation est convaincu qu’avec le soutien et la participation continus des membres d’UCCO-SACC-CSN, nous serons en mesure de transmettre nos messages et de maintenir notre statut de syndicat de la fonction publique fédérale le plus mobilisé.

Solidairement.



All of these actions have had great success, thanks to participation from the membership, and have helped our National Executive in the push away from the PNEP toward overdose prevention sites.

Union life has also become a main focus for the National Mobilization Committee, and over the summer, we asked locals to plan events outside of the walls for members and their families. Some of these events were slo-pitch tournaments, family BBQs, bowling nights, movie nights, a corn-eating competition, and other similar activities. Union life is something that is very important for the future of UCCO-SACC-CSN, and we will continue to plan events to further build the strength of our union.

Now that the federal elections are over and that the new government has formed, the National Mobilization Committee will be focusing on activities associated with upcoming agreement negotiations, as well as continuing with our push for officer safety within the walls. The National Mobilization Committee is confident that, with continued support and participation from you, the members of UCCO-SACC-CSN, we will be able to drive our messages home and maintain our status as the most active federal public service union.

In solidarity.







ATL

ATLANTIC – ATLANTIQUE

1111, Main Street, bureau 201
Moncton, NB E1C 1H3
Téléphone/Phone : 506 386-9020
Sans frais/Toll free : 1 888 274-5888
Télécopieur/Fax : 506 386-9024

PRA

PRAIRIES

250-9731 51st Avenue
Edmonton, AB T6E 4W8
Téléphone/Phone : 780 408-2600
Sans frais/Toll free : 1 877 433-2600
Télécopieur/Fax : 780 408-2610

ONT

ONTARIO

780 Midpark Drive, Suite 105
Kingston, ON K7M 7P6
Téléphone/Phone : 613 384-9191
Sans frais/Toll free : 1 877 503-5200
Télécopieur/Fax : 613 384-6996

QUÉ

QUÉBEC

1601, avenue De Lorimier
Montréal, QC H2K 4M5
Téléphone/Phone : 514 598-2263
Sans frais/Toll free : 1 866 229-5566
Télécopieur/Fax : 514 598-2493

PAC

PACIFIC – PACIFIQUE

101-33711 Laurel Street
Abbotsford, BC V2S 1X3
Téléphone/Phone : 604 870-9560
Sans frais/Toll free : 1 877 870-9560
Télécopieur/Fax : 604 870-9580

ucco-sacc-csn.ca